

**PROCÉDURE ADAPTÉE AVEC PUBLICITÉ  
CONSULTATION N°2024\_0017  
MARCHE DE TRAVAUX  
CHANTIER PREPARATOIRE DE MISE AUX  
NORMES DU MUSEE NISSIM DE CAMONDO**



**63, rue de Monceau 75 008 Paris**

---

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**



**Les Arts décoratifs**

**107 rue de Rivoli  
75001 Paris**

**Octobre 2024**

## **Sommaire**

ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR .....	3
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE 3. FORME DU MARCHÉ .....	3
<b>3.1 Type de passation</b> .....	3
<b>3.2 Type de Marché</b> .....	3
<b>3.3 Allotissement du Marché</b> .....	3
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	3
ARTICLE 5. DURÉE CONTRACTUELLE .....	4
<b>5.1 Début du Marché</b> .....	4
<b>5.2 Durée de réalisation</b> .....	4
ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE .....	4
<b>6.1 Sous-traitance</b> .....	4
<b>6.2 Les groupements d'opérateurs économiques</b> .....	5
ARTICLE 7. COMMUNICATION .....	5
<b>7.1 Communication générale</b> .....	5
<b>7.2 Interlocuteur unique</b> .....	5
ARTICLE 8. RÉUNIONS .....	6
ARTICLE 9. DOCUMENTS .....	6
<b>9.1 En cours de chantier</b> .....	6
<b>9.2 En fin de chantier</b> .....	6
ARTICLE 10. ACCES AU SITE ET SECURITE .....	6
ARTICLE 11. PRIX .....	7
ARTICLE 12. CONDITIONS DE PAIEMENT .....	7
<b>12.1 Paiement mensuel</b> .....	7
<b>12.1 Décompte général définitif</b> .....	7
ARTICLE 13. MODIFICATION DES TRAVAUX .....	8
ARTICLE 14. RÉCEPTION .....	8
ARTICLE 15. PÉNALITÉS DE RETARD .....	8
ARTICLE 16. RÉSILIATION .....	9
ARTICLE 17. ASSURANCES .....	9
ARTICLE 18. DÉROGATIONS .....	9

## **ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR**

Pouvoir adjudicateur : Les Arts Décoratifs

Association de 1901 reconnue d'utilité publique

107 Rue Rivoli, 75001 Paris

RCS Paris : 788 105 245

Représentée par sa Directrice Générale, Madame Sylvie Corréard

Et par délégation de pouvoir par Mme Pascale Guigou en sa qualité de Directrice du Bâtiment et de la Sécurité

Ci-après désigné « *le Pouvoir adjudicateur* » ou « *le Maître d'Ouvrage* ».

## **ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ**

Le présent Marché a pour objet les travaux du chantier préparatoire de mise aux normes du musée Nissim de Camondo situé 63, rue de Monceau 75008 Paris.

## **ARTICLE 3. FORME DU MARCHÉ**

### **3.1 Type de passation**

Le Marché est passé en mode « procédure adaptée avec publicité » en application de l'article L.2123-1 du Code de la Commande Publique (C.C.P).

### **3.2 Type de Marché**

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) complète, précise et déroge à certaines dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicables aux travaux de bâtiment passés suivant la Norme AFNOR P 03.001 dans sa dernière version du 20 octobre 2017 (*ci-après désigné CCAG*).

### **3.3 Allotissement du Marché**

Le Marché est passé en corps d'état séparés et traité en 2 lots. Les candidats pourront répondre à un ou plusieurs lots :

- LOT 1 : Ebénisterie  
Code CPV : 45212350-4 Bâtiments présentant un intérêt historique ou architectural particulier  
Code CPV : 45421000-4 Travaux de menuiserie
- LOT 3 : Parqueterie  
Code CPV : 45212350-4 Bâtiments présentant un intérêt historique ou architectural particulier  
Code CPV : 45432113-9 Pose de parquets

## **ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.3.1 du CCAG, les pièces constituant le Marché prévalent les unes sur les autres dans l'ordre où elles sont énumérées ci-après :

- L'acte d'engagement pour chacun des lots ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;
- Les Cahier des Clauses Technique particulières (C.C.T.P) LOT 1 et LOT 2 ;
- La notice PRO ;
- La note OPC ;

- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) de chacun des lots ;
- Le mémoire technique de l'entrepreneur ;
- Le calendrier d'exécution détaillé établi conjointement par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et l'Entrepreneur dans la limite du délai maximum d'exécution indiqué dans l'article 5 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés, la norme AFNOR NFP 03.001, dernière édition du 20/10/2017.

Ci-après dénommés « le Marché » ou « le Contrat ».

## **ARTICLE 5. DURÉE CONTRACTUELLE**

### **5.1 Début du Marché**

Le présent Marché prendra effet à compter de sa date de notification.

### **5.2 Durée de réalisation**

Le délai de réalisation est de dix (10) semaines à compter de la notification de l'ordre de service pour l'ensemble des lots et devra respecter le calendrier transmis dans le DCE pour chacun des lots.

A titre indicatifs les ordres de services pour l'ensemble des lots seront notifiés aux entrepreneurs le lundi 2 décembre 2024.

L'entrepreneur est tenu de respecter scrupuleusement le calendrier déposé dans son offre lors de la soumission à la consultation.

## **ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE**

### **6.1 Sous-traitance**

La sous-traitance totale de l'exécution du Marché est interdite.

Toutefois, la sous-traitance partielle est possible, l'entrepreneur principal devant exécuter une part significative du Marché avec sa propre main-d'œuvre.

En cas de sous-traitance, l'entrepreneur demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent Marché. Il avise ses sous-traitants qu'ils sont soumis à ces mêmes obligations et est responsable de leur coordination, quel que soit le niveau de sous-traitance.

L'entrepreneur doit s'assurer que le sous-traitant proposé à l'agrément présente les qualifications nécessaires pour exécuter la partie des travaux sous-traités, et que son personnel remplit les conditions pour travailler dans un site protégé.

Il est interdit à l'entrepreneur de sous-traiter l'exécution du Marché sans avoir, au préalable, obtenu du Maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement conformément aux dispositions des articles R. 1293-1 à R. 2193-22 du Code de la Commande Publique.

L'entrepreneur doit transmettre au Maître d'Ouvrage la déclaration de sous-traitance signée par lui-même et le sous-traitant. L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement font l'objet d'un accord écrit du Maître d'ouvrage.

L'acceptation et l'agrément donnés par le Maître d'ouvrage ne valent que dans la limite des prestations que l'entrepreneur aura déclaré vouloir sous-traiter. Un sous-traitant ne peut pas revendiquer le paiement de prestations non expressément visées dans la déclaration de sous-traitance.

En cours d'exécution du Marché, l'entrepreneur est tenu de déclarer sans délai au Maître d'ouvrage les modifications relatives aux renseignements mentionnés dans une déclaration de sous-traitance. Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que lorsque le Maître d'ouvrage a accepté et agréé ses conditions de paiement.

Toute augmentation du montant des travaux sous-traités ou modification dans la répartition des travaux entre l'entrepreneur et ses sous-traitants doit faire l'objet d'une demande préalable auprès du Maître d'ouvrage.

L'entrepreneur doit apporter la preuve qu'il n'existe pas de cession ou nantissement de créances faisant obstacle à la mise en place d'un paiement direct pour les travaux sous-traités à la suite des modifications visées ci-dessus.

## **6.2 Les groupements d'opérateurs économiques**

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire. Si la forme choisie est le groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire.

Les candidats sont informés que :

- Il leur est interdit de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- Un même opérateur économique n'est pas autorisé à présenter plusieurs offres en qualité de mandataire d'un groupement et de soumissionnaire individuel.

Les candidats ne sont pas autorisés à modifier la forme du groupement en cours de procédure.

L'appréciation des capacités des groupements d'entreprises est globale.

## **ARTICLE 7. COMMUNICATION**

### **7.1 Communication générale**

Les communications et notification y compris la transmission des factures sont effectuées par des moyens de communication électronique.

Seuls les plans d'exécution dépassant le format A3 pourront être adressés sous format papier, par tous moyens permettant d'accuser réception, à l'adresse du siège social du Maître d'Ouvrage en indiquant le Service Bâtiment et Moyens Généraux.

### **7.2 Interlocuteur unique**

L'entrepreneur devra dès notification du Marché (pour chacun des lots) désigner une personne physique responsable pour le représenter dans l'exécution du Marché. Son identité ainsi que ses coordonnées (mail, numéro de fixe et portable) seront communiquées au Maître d'Ouvrage, et tout changement lui sera également transmis, sans délai.

L'interlocuteur unique doit être joignable aux horaires de bureau de 9h à 18h.

L'interlocuteur unique doit être présent lors des réunions de chantiers.

En cas d'indisponibilité de l'interlocuteur unique, l'entrepreneur a pour obligation de désigner une autre personne et en informer sans délai le Maître d'Ouvrage.

## **ARTICLE 8. RÉUNIONS**

L'entrepreneur, y compris les sous-traitants désignés prendront part, avec les autres intervenants, aux réunions de préparation prévues par le Maître d'Ouvrage et par le Maître d'Œuvre.

Les réunions de chantiers se feront de manière hebdomadaire, l'interlocuteur unique doit être présent.

Un compte rendu sera établi après chaque réunion par l'OPC et le Maître d'Œuvre.

## **ARTICLE 9. DOCUMENTS**

### **9.1 En cours de chantier**

- Avis techniques, notices techniques, documentations, PV d'essais et certifications des qualités des matériaux et matériels utilisés
- Pièces écrites et documents graphiques d'exécution, d'atelier et de chantier, notes de calculs et descriptions de contrôles à effectuer
- Plans de détails établis pour l'exécution de l'ouvrage en coordination avec les autres corps d'état. Les Arts décoratifs peuvent demander tous les détails supplémentaires qu'elle juge nécessaires
- Résultats des contrôles et essais éventuels
- Liste des documents d'exécutions sur demande du Maître d'Œuvre.
- L'entrepreneur devra faire parvenir ses situations de travaux au Maître d'Œuvre cinq (5) jours avant la fin de chaque mois pour validation.

Chaque situation devra contenir les informations visées à l'article 19.1 des CCAG.

### **9.2 En fin de chantier**

A remettre par l'entrepreneur au Maître d'Œuvre au plus tard lorsque la réception est demandée et pour établissement du Dossier des ouvrages exécutés :

- DOE indiquant les méthodologies de poses et déposes

## **ARTICLE 10. ACCES AU SITE ET SECURITE**

### **Coactivité :**

Le chantier n'est pas totalement clos et indépendant. Il présentera une coactivité avec le personnel des Arts décoratifs : agents de sécurité, conservateurs, restaurateurs. En particulier 3 restaurateurs de mobiliers travailleront dans l'Hôtel particulier pendant la période de travaux.

### **Protection des ouvrages :**

Les travaux se déroulant dans un environnement de site classé, en plus d'assurer la protection de ses ouvrages, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires à la protection des ouvrages existants à proximité de ses interventions ou dans le périmètre général du chantier.

### **Accès personnel :**

L'entrepreneur devra adresser avant le début du chantier la liste et la carte d'identité ou titre de séjour de l'ensemble de ses personnels travaillant sur le chantier à :

[sarah.feriaux-rubin@madparis.fr](mailto:sarah.feriaux-rubin@madparis.fr)

L'accès au chantier se fait par le 63, rue de Monceau 75008 Paris

Chaque matin, le personnel se présente à l'accueil, signe le registre de présence et récupère son badge chantier.

Chaque fin de journée, le personnel signe le registre de sortie et dépose son badge chantier.

#### **Permis feu :**

Chaque entreprise prévoyant de travailler sur points chauds ou même de faire de la poussière est tenue de demander un permis feu au chef d'équipe au PC sécurité du musée Nissim de Camondo.

Ce permis se demande chaque matin et doit être renouvelé tous les jours.

## **ARTICLE 11. PRIX**

Le Marché est conclu à prix global et forfaitaire.

L'offre financière de l'entrepreneur comprend la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) selon les différentes prestations à exécuter. Les quantités sont mentionnées à titre indicatif et ne sont pas contractuelles.

Les prix forfaitaires indiqués dans la DPGF sont en euros et hors taxes. Ils incluent l'ensemble des frais et charges nécessaires à l'exécution des prestations objet du Marché, de sorte qu'aucun élément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter et notamment (sans exhaustivité) :

- Frais de main-d'œuvre, fourniture et transport nécessaires ;
- Frais généraux et bénéfices ;
- Charges sociales et fiscales ;
- Frais d'assurance ...

Les prix sont fermes et non actualisables et non révisables pendant toute la durée du Marché.

## **ARTICLE 12. CONDITIONS DE PAIEMENT**

### **12.1 Paiement mensuel**

Le Maître d'Ouvrage procède au paiement sur situation mensuelle adressée par l'entrepreneur.

Les délais de paiement sont de 30 jours à compter de la date de transmission de la situation mensuelle approuvée par le Maître d'Ouvrage.

### **12.1 Décompte général définitif**

La dernière échéance mensuelle est établie après la réception des travaux du Marché.

Le décompte général définitif (DGD) est adressé au Maître d'Ouvrage par l'entrepreneur dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception. Le Maître d'Ouvrage notifie sa réponse à l'entrepreneur dans un délai de trente (30) jours.

Le paiement des sommes dues par le Maître d'Ouvrage se fera dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la réponse au DGD.

Les situations sont adressées à l'adresse électronique suivante : [nathalie.suret@madparis.fr](mailto:nathalie.suret@madparis.fr) pour validation.

Les factures sont à adresser à [nathalie.suret@madparis.fr](mailto:nathalie.suret@madparis.fr)

## **ARTICLE 13. MODIFICATION DES TRAVAUX**

Par dérogation aux dispositions de l'article 11 du CCAG, les modifications dans l'importance et/ou la nature des travaux, qu'elle qu'en soit la cause ou la partie qui en fait la demande, devront faire l'objet d'un accord écrit du Maître d'Ouvrage, déterminant les incidences notamment en matière de prix et de délais, formalisé dans le cadre d'un avenant.

Toutefois, en cas d'accord écrit du Maître d'Ouvrage, sur ces modifications et/ou travaux supplémentaires, sur un compte rendu de réunion ou lors d'échanges, y compris par voie électronique, et sans attendre la formalisation d'un avenant, l'entrepreneur devra démarrer l'exécution des travaux supplémentaires ou modificatifs, ainsi acceptés, et respecter les délais modificatifs convenus.

En application des articles L.2194-1 à L.2194-3 du Code de la commande publique, la modification du contrat de base ne peut dépasser 10% du prix initial.

Il est précisé qu'en cas de diminution de la masse des travaux inférieure ou égale à 10% du montant initial prévu, l'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation.

## **ARTICLE 14. RÉCEPTION**

La réception sera prononcée par le Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 17.1.1 du CCAG la réception sera prononcée par tranche selon la pièce graphique du lot concerné. Par dérogation à l'article 17.2.3 du CCAG un procès-verbal sera établi et signé par les parties à réception de chaque tranche, avec ou sans réserve.

Le Maître d'Ouvrage peut refuser la réception des travaux.

En l'absence de réception par le Maître d'Ouvrage, les travaux restent sous la seule responsabilité de l'entrepreneur.

## **ARTICLE 15. PÉNALITÉS DE RETARD**

Par dérogation aux dispositions de l'article 9.5 du CCAG, en cas de retard pour des faits imputables à l'entrepreneur et après mise en demeure, notifiée par tous moyens écrits avec accusé de réception, restée sans effet (c'est-à-dire si le retard constaté n'est pas rattrapé) à l'issue d'un délai de sept (7) jours (par dérogation à l'article 21.1 du CCAG), courant à compter de la réception de ladite mise en demeure, une pénalité de cent cinquante euros (150 €) par jour de retard sera appliquée.

En complément, il sera appliqué :

- en cas de retard dans la fourniture document exigé dans le Marché, une pénalité de cent euros (100 €) par jour de retard sur simple constatation du retard sans mise en demeure préalable.
- en cas d'absence non justifiée aux réunions de chantier, réunions de préparation et de réception une pénalité de deux cent euros (200 €) par absence non justifiée en réunion de chantier sur simple constatation de l'absence sans mise en demeure préalable.
- en cas de non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité, une pénalité de deux cents euros (200 €) par infraction constatée sans mise en demeure préalable.

Le montant total des pénalités est plafonné à dix pourcent (10 %) du montant du prix forfaitaire global du Marché.



Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. L'entrepreneur reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

En outre, l'application des pénalités contractuelles est effectuée sans préjudice de la faculté du Maître d'Ouvrage de prononcer toute autre sanction ou de résilier unilatéralement le Marché par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 16. RÉSILIATION**

En complément des dispositions mentionnées à l'article 22.1 du CCAG, les parties conviennent que le Marché pourra être résilié dans les conditions prévues au Code de la Commande Publique complétées par les dispositions du Code Civil relatives à la résolution des contrats privés.

## **ARTICLE 17. ASSURANCES**

L'entrepreneur doit justifier de ses assurances dans les conditions prévues par l'article 23 du CCAG, et avant tout commencement d'exécution des prestations, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **ARTICLE 18. DÉROGATIONS**

L'article 4 du présent document déroge à l'article 4.3.1 du CCAG.

L'article 5.2 déroge aux articles 10.1, 10.1.1.2 et 9.6.1 du CCAG.

L'article 13 déroge à l'article 11 du CCAG.

L'article 14 déroge aux articles 17.1.1 et 17.2.3 du CCAG.

L'article 15 déroge aux articles 9.5 et 21.1 du CCAG.